

## Contre-réforme agraire en Yougoslavie

À la suite du décret « *sur la réorganisation des coopératives paysannes de travail* » autorisant les paysans à s'en retirer avec les terres qu'ils avaient apportées à la fondation, « *de nombreux coopérateurs ont décidé de dissoudre leurs coopératives paysannes de travail* », doivent reconnaître *Les Nouvelles Yougoslaves*, du 16 mai 1953. Fait peut-être plus grave : « *Ce sont les paysans qui, en leur temps, apportèrent le plus de terres à la coopérative qui en sortent maintenant en plus grand nombre. C'est pourquoi leur sortie de la coopérative pose un grand problème à ceux qui désirent y demeurer, mais qui n'ont à leur disposition que peu de terres* ».

Pour parer à cette situation, l'Assemblée nationale yougoslave votait le 22 mai une loi limitant à 10 hectares de terre arable, le fond agraire individuel (15 hectares pour les familles nombreuses).

Le dirigeant de l'économie yougoslave, Voukmanovitch, précisait que « *sans le maximum agraire, de nombreux paysans pauvres ou sans terre se trouveraient obligés... de travailler comme salariés chez les paysans riches* ». La loi n'est pourtant qu'un palliatif, et les tendances à l'accumulation capitaliste primitive, inhérentes à la propriété privée de la terre, sont trop puissantes pour que les paysans moyens et riches ne trouvent pas mille et un moyens pour tourner la loi, et pour concurrencer victorieusement sur le marché libre des produits agricoles les coopératives de paysans pauvres. Les lois du marché et de l'accumulation capitaliste sont malheureusement plus puissantes que « la rééducation des hommes » à laquelle Tito a recours.

Quand le Parti bolchévique, en 1921, eut recours à la NEP (Nouvelle Politique Economique), Lénine reconnu ouvertement qu'il s'agissait d'un recul très sérieux de l'Etat ouvrier russe. La décollectivisation des terres en Yougoslavie signifie, sous plus d'un rapport, un recul encore plus important, d'autant que la Yougoslavie dispose d'une marge de manœuvres infiniment plus étroite. Pourtant Tito dénonce « *la confusion chez certains de nos camarades* » qui « *ont cru que nous revenions en arrière* ». « *Nous ne sommes pas retournés en arrière* », déclare Tito : « *nous avons seulement pris un point de départ qui nous mène plus sûrement au but — qui est le socialisme à la campagne* ». Comment la restauration de la petite propriété terrienne deviendra-t-elle un « point de départ » pour « le socialisme à la campagne » ? C'est ce que Tito n'explique pas, et pour cause.

Car, s'il poussait plus loin son analyse, il devrait reconnaître la faillite du programme du socialisme dans un seul pays. Une fois vaincus leurs ennemis communs, la bourgeoisie et les grands propriétaires terriens, le front unique des ouvriers et des paysans ne peut être maintenu que sur la base d'un développement rapide de l'économie, ce qui suppose la coopération de pays industriels avancés avec les pays arriérés dans l'édification du socialisme. Or, le blocus kominformiste a contraint la Yougoslavie à abandonner la plupart de ses objectifs d'industrialisation ; en 1952, la production industrielle yougoslave n'a atteint que 99 % des chiffres de 1951. Dans ces conditions, le conflit entre la ville et la campagne ne sera nullement apaisé, au contraire, par les concessions faites à la propriété privée. La situation est d'autant plus grave que les koulaks yougoslaves ont pleine conscience, dans leur offensive contre l'État ouvrier yougoslave, d'être l'avant-garde de l'impérialisme mondial.

C'est ainsi que l'ancien collaborateur des nazis Moskojevic, membre de la Chambre Haute yougoslave, y combattit vivement la loi du maximum agraire de 10 hectares. « *Vous comptez* », lui répondit Voukmanovitch « *sur la coopération des milieux réactionnaires étrangers... vos propositions sont aptes à inciter à la révolte les prolétaires des villes* ». Il reconnaissait par là que la décollectivisation des terres a entraîné une aggravation de la lutte de classe fort peu conforme à la doctrine officielle sur le dépérissement rapide de l'Etat, la suppression du gouvernement, etc.

Pour faire face à cette situation, le prolétariat aurait besoin de concentrer toutes ses forces, et de s'élever au plus haut niveau de conscience politique. C'est précisément à ce moment que le Parti communiste yougoslave se voit pratiquement dissout dans l'Alliance du peuple travailleur de Yougoslavie (ex-Front populaire), avec ses huit millions d'adhérents. « *L'Alliance devient la forme principale du développement de la démocratie socialiste... Toute l'activité politique des communistes devra se découler dans le cadre des organisations de l'Alliance. Les décisions sur tous les problèmes politiques seront prises aux réunions de l'Alliance, et non plus préparées d'avance aux réunions des organisations de la Ligue des communistes (ex-PCY)* », écrivent *Les Nouvelles Yougoslaves*. Ces mesures d'apparence démocratique signifient en réalité l'impossibilité pour l'avant-garde prolétarienne d'élaborer démocratiquement la politique de son organisation : le Parti communiste. La plus large démocratie dans la gestion des usines n'est rien si elle ne s'étend aux problèmes de politique générale — de politique internationale particulièrement — qui détermineront en définitive le sort des usines, et de leurs comités de gestion.

La Révolution yougoslave succombera inévitablement à la pression mortelle à laquelle l'impérialisme mondial la soumet, sans l'appui des forces du prolétariat international. Mais celui-ci qui se tournait passionnément vers la Yougoslavie en 1949-1950, y voyant l'exemple d'une politique révolutionnaire indépendante de Wall Street et du Kremlin, s'en détourne aujourd'hui pris de dégoût devant la politique pro-américaine de ses dirigeants.

Le nationalisme étroit, prétendument réaliste, de ces derniers, conduit de plus en plus clairement la Yougoslavie dans une impasse. Que le Kremlin, qui a tout fait pour pousser la Yougoslavie dans les bras de l'impérialisme, soit le principal responsable de cet état de choses, c'est certain. Mais l'Etat ouvrier yougoslave ne peut être sauvé que si l'avant-garde prolétarienne, rompant avec la politique des dirigeants, réorganise son Parti de classe et s'engage résolument dans la voie de l'internationalisme prolétarien.

Gérard Bloch  
*La Vérité* n° 316, 12-15 juin 1953